

**Décision portant délégation de signature à Mme Laure Bally-Cuif, Mme Hélène Ribierre, Mme Sandra Thomazo, Mme Mélanie Weigel, Mme Catherine Houy-Lemaire et M. Sergio Tittoni pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR3738 intitulée Bases génétiques, moléculaires et cellulaires du développement**

**LE DIRECTEUR D'UNITE,**

**Vu** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

**Vu** le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

**Vu** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

**Vu** la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

**Vu** la décision DEC151292DGDS du 18 décembre 2015 portant création de l'unité UMR3738, intitulée Bases génétiques, moléculaires et cellulaires du développement dont le directeur est M. François Schweisguth;

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Délégation est donnée à Mme Laure Bally-Cuif, DR1, Mme Hélène Ribierre, T, Mme Sandra Thomazo, IE2, Mme Mélanie Weigel, AI, Mme Catherine Houy-Lemaire, T et M. Sergio Tittoni, TCN, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée<sup>1</sup>.

**Article 2**

La décision n° DEC163161DR05 en date du 14 janvier 2016 est abrogée.

**Article 3**

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégués ou du non-renouvellement de l'unité.

**Article 4**

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 17 octobre 2017

Le directeur d'unité  
François Schweisguth

---

<sup>1</sup> Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée : soit jusqu'à 135 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2016.